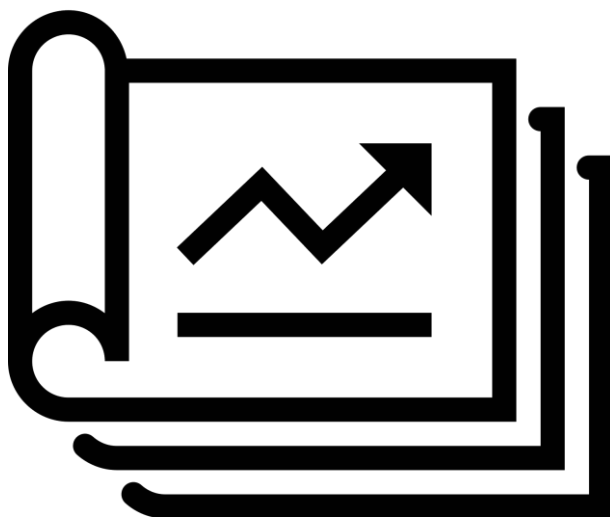




VICE-PRESIDENCE,
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES,
en charge des grands travaux
et de l'économie bleue



MINISTRE DU TOURISME
ET DU TRAVAIL,
en charge des relations avec les
institutions



DOSSIER DE PRESSE

Lois fiscales

Conférence de presse du 2 décembre 2019

INTRODUCTION

Le 28 novembre 2019, le Vice-Président Teva ROHFRITSCH a présenté aux élus de l'Assemblée deux projets de lois contenant diverses mesures destinées à soutenir l'économie et l'emploi. Une partie de celles-ci s'inspire des conclusions de la dernière conférence économique qui s'est tenue en juin 2019.

La prolongation pour deux années supplémentaires du dispositif d'incitation fiscale pour l'emploi durable (IFED) a été entérinée par l'Assemblée.

De nombreuses mesures liées au dispositif de défiscalisation ont également été soutenues par les élus.

Afin de stimuler l'activité touristique dans les îles autres que Tahiti, Moorea et Bora Bora, le taux de défiscalisation est désormais porté à 60 % pour les projets de construction d'hôtels.

Les seuils d'accessibilité à la défiscalisation dans le secteur de l'hébergement touristique ont également été diminués afin que tous les projets, même ceux de plus petite envergure, puissent être soutenus par le Pays. Notamment, le seuil d'accessibilité pour les pensions de famille a été réduit à 50 MF cfp.

Le gouvernement Fritch a également souhaité accompagner les sociétés qui remplacent leurs navires de transport interinsulaires par des neufs. Il est donc instauré un abattement d'impôt sur la vente de l'ancien navire, sous condition que le produit de la vente soit réinvesti dans un navire neuf.

Concernant le soutien aux entreprises en difficulté, l'Assemblée a également validé une mesure permettant au Pays d'accorder, dès les premiers signes de difficulté, des remises de dettes aux entreprises, afin que leur activité et leurs emplois puissent être préservés.

Un nouveau dispositif permettant de mettre en place un conventionnement entre le Pays et les établissements sportifs, en premier lieu les salles de sport, a également été validé. En contrepartie d'une réduction du taux de TVA, les établissements sportifs devront s'engager à diminuer leurs tarifs et à proposer certains abonnements à des tarifs préférentiels qui faciliteront l'accès de tous les polynésiens à ces lieux.

Enfin, l'Assemblée de la Polynésie a validé la proposition du gouvernement de réduire le poids de la fiscalité sur les primes et indemnités de départ à la retraite, afin d'éviter que ces sommes soient soumises à des niveaux de taxation trop élevés.

Une présentation synthétique des mesures principales de ces lois, vous est proposée à travers ce dossier de presse.



Article 1 : Instauration en matière de défiscalisation d'un taux de crédit d'impôt de 60 % dans le secteur de la création d'hôtel ou de résidence de tourisme international dans les îles autres que Tahiti, Moorea et Bora-Bora



Objectif : Accompagner les investissements hôteliers dans les îles autres que Tahiti, Bora Bora et Moorea

Le taux de crédit d'impôt actuellement octroyé pour les constructions d'hôtels est de 40 %, quel que soit l'emplacement géographique du projet.

Alors que les îles de Tahiti, Moorea et Bora-Bora font l'objet de nombreux projets privés, les autres îles de Polynésie française, malgré leurs atouts, restent aujourd'hui moins attractives aux yeux des investisseurs.

Afin d'inciter les investisseurs à se porter vers ces îles, le taux de crédit d'impôt y est spécifiquement porté à 60 %.

Le niveau d'accompagnement octroyé aux projets situés à Tahiti, Bora Bora et Moorea reste inchangé, à savoir 40 %.

Ainsi, si un investisseur se porte vers les îles de Tahiti, Bora Bora ou Moorea, il bénéficiera d'un taux de crédit d'impôt de 40 %, et donc d'un financement de son projet à hauteur de 30 %.

S'il se porte vers d'autres îles de Polynésie française, il bénéficiera d'un taux de crédit d'impôt de 60 %, et donc d'un financement de son projet à hauteur de 45 %.

Articles 2 et 3 : Abaissement des seuils d'éligibilité pour les programmes d'investissement relevant de la création, de l'agrandissement et de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international



Objectif : Accompagner les porteurs de projets souhaitant construire des hôtels de gamme et/ou de taille intermédiaires

Le dispositif de défiscalisation est, depuis 2008, orienté vers les grands projets hôteliers de luxe. C'est la raison pour laquelle les seuils d'investissements minimum pour l'accès à ce dispositif de soutien ont été initialement fixés à des niveaux élevés.

Le nouveau contexte économique et touristique amène le gouvernement à repenser les dispositifs en vigueur.

Un premier pas a été réalisé en ouvrant le dispositif aux pensions de famille. Mais le secteur dit de la « petite hôtellerie » restait, par l'effet des seuils, exclu de ce dispositif de soutien.

Le développement de la petite hôtellerie (par exemple 15 à 20 chambres, 2 à 3 étoiles) présente pourtant de nombreux avantages pour le Pays :

- Construction plus rapide (entre 12 et 18 mois) ;



- Implication de capitaux locaux, de prestataires locaux et d'emplois locaux ;
- Répondre à une demande touristique qui se développe ;
- Répondre à une demande différente, souvent polynésienne, qui ne souhaite pas se diriger vers des hôtels de luxe (business, habitants des îles de passage, personnes en transit...).

Dans le secteur de la construction d'hôtels, les seuils précédemment en vigueur de 500 millions de francs sur Tahiti et 250 millions de francs sur les autres îles sont désormais portés à respectivement 250 et 100 millions de francs.

Dans les secteurs de l'agrandissement et de la rénovation d'hôtels, les seuils précédemment en vigueur de 200 millions de francs sur Tahiti et 100 millions de francs sur les autres îles sont désormais portés à respectivement 100 et 50 millions de francs.

Article 5 : modification du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement dans le secteur de la pension de famille



Objectif : accompagner les familles souhaitant ouvrir des pensions de famille

En fin d'année 2018, le gouvernement a décidé d'ouvrir le secteur des pensions de famille à la défiscalisation. Au même titre que les hôtels, celles-ci ont désormais accès à la défiscalisation, pour un crédit d'impôt à hauteur de 40 %.

L'objectif visé était d'augmenter le nombre de chambres en Polynésie française, d'accompagner les familles polynésiennes souhaitant investir, particulièrement dans les îles, et de répondre à la nouvelle demande de la clientèle.

Cependant, malgré de nombreuses prises de renseignements, peu de dossiers ont été déposés.

Les informations remontées des professionnels, notamment lors de la dernière conférence économique, amènent à penser que le seuil d'investissement minimal fixé à 100 millions de francs serait trop élevé pour la plupart des projets.

Afin de mieux s'adapter aux attentes et à la taille des projets potentiels, le gouvernement a décidé de diminuer ce seuil minimal d'investissement de 100 à 50 millions de francs.

Pour rappel, le Ministère du Tourisme propose des aides spécifiques aux pensions de famille, qui sont plutôt destinées aux projets dont l'investissement requis est inférieur à 50 millions de francs.

Articles 4, 6 et 7 : mesures techniques liées au dispositif de défiscalisation



Objectif : ajuster la réglementation actuelle afin de s'adapter à la réalité du secteur et de simplifier les procédures nécessaires à l'obtention d'une défiscalisation

Article 4 : Modification du dispositif concernant les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international

Afin d'inciter les hôtels à augmenter leur capacité d'accueil, le gouvernement a instauré en fin d'année 2018 une condition nécessaire à l'obtention de l'aide du Pays dans le cadre de la rénovation d'hôtels.

Pour pouvoir bénéficier de la défiscalisation, les hôtels devaient augmenter leur capacité d'accueil totale d'au moins 10 %.

Cette disposition nécessitait d'être adaptée afin de prendre en compte le souhait de certains hôteliers de rénover leurs hôtels par tranches de travaux successives plutôt qu'en une seule fois.

Article 6 : Déplafonnement de la part de l'incitation fiscale polynésienne dans un programme d'investissement bénéficiant du régime des investissements indirects

Cette mesure est exclusivement technique et est corolaire à l'instauration, dans certains cas spécifiques, de taux de crédits d'impôts relatifs à la défiscalisation relativement élevés.

Elle consiste à inciter les investisseurs, même lorsqu'ils ont déjà obtenu une défiscalisation locale, à chercher à obtenir la défiscalisation métropolitaine (participation de l'Etat au projet).

Article 7 : Possibilité d'option pour l'application de la nouvelle législation lorsque la demande d'agrément fiscal est en cours d'instruction

L'analyse de dossiers d'agréments, très complexes, peut parfois durer plusieurs mois. Il peut arriver que la législation évolue alors qu'un dossier est en cours de traitement.

Dans ces cas-là, le dossier devait, selon le Code des Impôts, être traité sous l'empire de la législation existante au moment du dépôt du dossier. Ainsi, les nouvelles dispositions, même lorsqu'elles s'avéraient avantageuses, ne pouvaient être appliquées au dossier.

Le porteur du projet était donc contraint, s'il souhaitait que soit appliquée à son dossier la nouvelle législation, de retirer son dossier et en déposer un nouveau, et donc de reprendre l'examen à zéro.

Afin d'éviter cette complexité inutile, le porteur de projet pourra désormais choisir entre les anciennes dispositions et les nouvelles, tout en conservant son dossier dans le circuit d'étude.

Article 8 : Abattement sur les plus-values provenant de la cession d'un navire de commerce lorsque le prix de cession est réinvesti dans l'achat d'un navire neuf



Objectif : inciter les armateurs à renouveler leur flotte de transport, et proposer une alternative incitative à la défiscalisation locale

La moitié de la flotte de transport en activité en Polynésie est d'un âge supérieur à 30 ans et la durée de vie maximale d'un navire se situe entre 35 et 40¹.

¹ Schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 de la Polynésie française



Or, le remplacement de navires usagés par des plus récents permet non seulement d'optimiser la consommation de carburant mais également de bénéficier de moyens de sécurité plus modernes.

Le gouvernement accompagne déjà le renouvellement des navires de transport via le dispositif de défiscalisation qui permet au Pays de participer à hauteur de 15 % à l'achat d'un nouveau navire.

Cependant, il a été décidé de proposer une autre alternative aux armateurs, qui peut être plus incitative dans certains cas.

La mesure consiste à proposer une diminution de l'imposition due sur la vente d'un navire usagé (qui peut atteindre 30, voire 40% dans certains cas), sous condition que l'armateur s'engage à réinvestir dans l'achat d'un navire neuf tout ou partie de la somme récupérée via la vente de son navire usagé.

La réduction d'impôt, proportionnelle au montant réinvesti, pourra atteindre 50 % maximum. Le navire doit être exploité pendant au moins 5 ans.

Cette disposition peut-être très intéressante lorsqu'un armateur vend à un bon prix un navire usagé, dans l'objectif de le remplacer par un navire neuf.

Cette exonération partielle n'est pas cumable avec la défiscalisation locale (puisqu'elle en constitue une alternative), mais l'est avec la défiscalisation métropolitaine, qui peut permettre de financer jusqu'à 30 % de l'acquisition du nouveau navire.

Article 9 : Prolongation du dispositif d'incitation fiscale pour l'emploi durable



Objectif : Considérant le succès de ce dispositif, prolonger l'IFED pour deux années supplémentaires afin de continuer à soutenir l'emploi durable

Le dispositif de l'Incitation Fiscale pour l'Emploi Durable (IFED) a été activé en fin 2017 pour 2 ans.

Il consiste à octroyer des crédits d'impôts aux entreprises qui ont réalisé des embauches « durables », c'est-à-dire sur plusieurs années, et pour des contrats d'au moins 80 heures par mois.

Le crédit d'impôt octroyé s'élève à 1,5 millions de francs pour chaque augmentation durable d'une unité de la moyenne du nombre de salariés d'une entreprise.

Ce crédit d'impôt est utilisable sur 3 ans (500 000 francs / an), et seulement à condition que les emplois soient conservés.

Pour la seule année 2018, le dispositif a rencontré un franc succès et a permis de soutenir la création 477 emplois.

Le crédit d'impôt est octroyé sur la base d'une attestation fournie par le SEFI.

Suite à une demande des professionnels lors de la conférence économique tenue en juin, le gouvernement a décidé de prolonger de deux années supplémentaires ce dispositif.

Il s'appliquera ainsi aux emplois durables créés jusqu'au 30 septembre 2021.



Article 10 : Application du taux réduit de TVA aux prestations rendues par les établissements agréés dans lesquels sont dispensées des activités physiques ou sportives



Objectif : Réduire le coût des activités sportives et en faciliter l'accès à tous les polynésiens

Les prestations liées aux activités sportives donnent lieu au paiement d'une TVA de 13 %.

Cette TVA est supportée par l'entreprise et vient renchérir le coût de ces prestations.

Les effets bénéfiques, physiques autant que psychologiques, de la pratique régulière d'une activité sportive ne sont plus à démontrer. Ceux-ci apparaissent d'autant plus indispensables face au surpoids, fléau qui touche trop fortement la population polynésienne.

Les établissements sportifs, de toute sorte, proposent des activités physiques adaptées, régulières et encadrées par des professionnels.

Afin de réduire les tarifs de ces établissements pour en faciliter l'accès à tous les polynésiens, le gouvernement a décidé d'accorder le taux réduit de TVA (5 % au lieu de 13 %) aux établissements sportifs.

Afin de s'assurer que cette diminution de taxe profitera au client final, il a été mis en place un système de conventionnement.

L'établissement sportif qui souhaite s'engager dans cette démarche signera avec le Pays une convention. Il obtiendra alors une diminution du taux de TVA. En échange, il devra s'engager à :

- Diminuer le prix de ses prestations ;
- Mettre en place des tarifs préférentiels pour certaines catégories de population (tarif heure creuse, tarif spécial pour les personnes à faibles revenus....) ;
- Réaliser des actions de prévention ou de promotion des activités physiques et sportives, notamment dans les établissements scolaires de Polynésie française.

Dans un premier temps, des conventions pour les salles de remise en forme seront proposées. A terme, elles seront étendues à tous les établissements proposant une activité physique ou sportive.

Article 11 : Augmentation de la durée de séjour des marchandises en entrepôt d'exportation en matière de TVA



Objectif : faciliter l'exportation de biens fabriqués localement

Un commerçant qui achète des marchandises en Polynésie française dans l'objectif de les revendre à l'étranger, peut être exonéré de TVA sur ses achats, même s'il n'a pas encore vendu ses marchandises. Il doit alors mettre ses marchandises dans un entrepôt spécial géré par le service des douanes.

Si, au bout d'un an, le commerçant n'a pas exporté ses marchandises, il doit régler la TVA.



Le délai d'un an peut apparaître difficile à respecter compte tenu du nombre important de fournisseurs, de l'éloignement de certains d'entre eux et de la variété des marchandises concernées.

Il est proposé d'augmenter d'un à trois ans la durée de séjour autorisée en entrepôt, afin que les commerçants puissent passer des commandes importantes sans craindre de ne pas parvenir à les vendre dans les délais impartis.

Article 12 : Application aux primes de départ à la retraite des règles de fractionnement de la contribution de solidarité territoriale sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères et indemnités diverses



Objectif : Alléger le poids de la fiscalité pour les polynésiens partant à la retraite

La quasi-intégralité des revenus sont imposables à la Contribution de Solidarité Territoriale (CST).

Le taux d'imposition évolue par tranche et varie donc de 0,5 % pour la première tranche (revenus < 150 000 francs) à 25 % pour la 11^{ème} et dernière tranche (revenus > 2 500 000 francs).

Les primes et indemnités de départ à la retraite, qui consistent en le versement sur un seul mois de sommes importantes, peuvent donc être affectées par un niveau de taxation important.

Désormais, les primes (octroyées par l'employeur) et les indemnités de départ à la retraite (indemnités légales prévues par le code du travail) se verront appliquer une méthode permettant de réduire le montant de la CST dû.

La prime sera « fractionnée », c'est-à-dire divisée par le nombre de mois de salaires qu'elle représente, et la CST sera appliquée sur chaque fraction, plutôt que sur le montant total.

Par exemple, pour une prime de départ à la retraite de 2 millions de francs qui représente 4 mois de salaires, le montant de CST à payer ne sera plus de 224 250 francs (soit 11 % du montant de la prime), mais de 73 000 francs (soit 4 % du montant de la prime).

Pour une prime de 10 millions de francs qui représente 20 mois de salaires, le montant de CST à payer ne sera plus de 2 214 250 francs (soit 22% du montant de la prime), mais de 365 000 francs (soit 4% du montant de la prime).

Articles 13 et 14 – Identification du carburant destiné aux navettes communales au sein du fonds de régulation du prix des hydrocarbures et du fonds de péréquation du prix des hydrocarbures



Objectif : Accompagner les communes dans le cadre de l'exercice de leurs missions de service public en réduisant le prix du carburant destiné aux navires communaux

Les navires en charge du transport maritime communal exercent une mission de service public au service des habitants qui n'ont pas toujours d'autres moyens de déplacement. Ils

s'avèrent indispensables dans le cadre d'évacuation sanitaires, du ramassage des élèves ou du transport d'habitants ou de marchandises.

Aujourd'hui, les communes achètent, pour leurs navires, leur carburant au prix public.

Désormais, grâce à l'intégration de ce carburant dans les fonds de régulation (FRPH et FPPH) et à l'octroi d'une détaxe douanière, les communes bénéficieront d'un tarif avantageux pour le carburant utilisé par leurs navires, à savoir 88 F/litre pour le gazole et 115 F/litre pour l'essence.

Pour rappel, les prix publics sont d'environ 140 F /litre.

Les groupements de communes, si elles possèdent des navires, pourront aussi bénéficier de ces tarifs spécifiques.

Des quotas annuels sont définis pour chaque commune. Ceux-ci sont définis en fonction du nombre d'habitants et peuvent atteindre 10 000 L/an de gazole ou d'essence pour les communes les plus peuplées.

Loi du Pays portant modification de l'article 611-4 du Code du Commerce



Objectif : Prendre en compte au plus tôt les difficultés des entreprises afin de leur permettre de surmonter leurs difficultés

Lorsqu'une entreprise traverse une période de difficultés importantes, elle dispose de plusieurs recours possibles auprès du Président du Tribunal du Commerce.

Elle peut tout d'abord demander à être placée en procédure de règlement amiable. Le Président du Tribunal peut alors nommer un conciliateur qui va enquêter sur la situation et l'aider à sortir de sa situation difficile.

Elle peut également être mise, directement ou à l'issue de la procédure de règlement amiable, en redressement judiciaire. La société est alors placée sous contrôle judiciaire et devient protégée des recours individuels des créanciers.

Le Code du Commerce permet aux créanciers publics, lorsque les sociétés sont en redressement judiciaire, de leur accorder différentes remises de dettes, qui peuvent leur permettre de surmonter leurs difficultés.

Désormais, ces remises de dettes pourront être accordées dès le stade du règlement amiable.

En permettant aux créanciers publics d'agir dès les premiers signes de difficulté, le gouvernement augmente les chances des entreprises de sortir de leurs difficultés.

